

## Débat sur l'entreprise tunisienne face à La crise économique et sanitaire

Restitution par Abdelhamid Triki

L'entreprise tunisienne fait face à une crise multidimensionnelle : une crise sanitaire entraînant notamment des confinements et des restrictions de déplacement, une crise sociale, compte tenu des déraillements, des grèves et des sites in, alimentée par la baisse du pouvoir d'achat et l'exacerbation du chômage ainsi qu'une crise politique exacerbée par les conflits d'attribution au niveau de la gouvernance politique du pays, entraînant une quasi-paralysie du rouage de l'Etat et de l'Administration et un blocage pratiquement dans la mise en œuvres des grandes réformes

L'activité économique a été impactée à travers principalement la contraction de la production et des échanges extérieurs, la montée du chômage et la baisse de l'investissement

L'activité dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment, du commerce, des services aux entreprises et aux particuliers ainsi que dans d'autres secteurs sont impactées par la crise sanitaire. Toutes les entreprises ont été impactées quelle que soit leur la taille.

Comment se présente l'entreprise face à cette crise ? Quelle sont les conséquences sur l'entreprise ? Quelles sont les pistes qui peuvent être explorées pour retrouver un nouvel élan.

Ces interpellations ont fait l'objet d'un débat organisé le mardi 1<sup>er</sup> juin 2021 par le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement, introduit et animé par Mr Hichem Elloumi premier Vice-président de l'UTICA.

### I. Les grandes lignes de l'exposé introductif

L'intervention de Mr Hichem Elloumi s'est articulée autour de quatre axes récapitulés comme suit :

#### I. La crise a causé de graves problèmes aux entreprises avec un impact économique et social très lourd

Les problèmes rencontrés par les entreprises sont essentiellement :

- Des annulations de commandes et d'importantes baisses des ventes dans les magasins.
- Des difficultés d'approvisionnement notamment en matières premières et semi produits : Les fournisseurs étrangers sont très souvent dans l'incapacité de fixer les dates de livraison.
- Un absentéisme important.
- Des difficultés logistiques en matière de transport par air, terre ou mer

Il en est résulté :

- Un arrêt ou une baisse de nombreuses activités
- Une augmentation du chômage total ou partiel
- Des problèmes aigus de trésorerie pour la majorité des entreprises.
- Le report des investissements ; les quelques investissements réalisés sont limités à des projets d'extension.

## 2. Mesures économiques, fiscales et sociales prises par le Gouvernement en faveur des entreprises impactées par le COVID-19.

Une multitude de mesures économiques, financières et sociales ont été prises par le Gouvernement malgré la crise que connaît le pays et les moyens très limités pour faire face à la pandémie tant sur le plan de la protection de la population que sur le plan du soutien des entreprises et des secteurs touchés par le covid-19.

Ces mesures, ont porté essentiellement sur les points suivants :

- Le report de l'échéance de dépôt de la déclaration relative à l'Impôt sur les Sociétés ;
- La suspension des contrôles fiscaux et des délais ;
- La restitution des crédits d'Impôt sur les sociétés et de TVA ;
- Le rééchelonnement des dettes fiscales sur une période allant jusqu'à 7 ans ;
- La suspension des pénalités de retard sur les paiements des impôts et taxes sur une période de trois mois ainsi que des pénalités de retard dans l'exécution des marchés publics pour une période de 6 mois ;
- La mise en place d'un mécanisme pour la garantie des nouveaux crédits de gestion, d'exploitation et de maintenance ;
- Le report des échéances pour les cotisations sociales ;
- L'octroi d'indemnités exceptionnelles en faveur des salariés mis en chômage partiel ou ayant perdu leur emploi

Selon une étude conjointe INS- Banque Mondiale, les attentes des entreprises étaient surtout :

- Les exonérations/réductions d'impôts (37%) ;
- Les injections directes de liquidité (environ 37%)
- Les reports des échéances d'impôts et autres charges sociales (24%).

D'après la même étude, les entreprises déclarant avoir bénéficié en 2020 des mesures gouvernementales passent de 9.6% durant le second trimestre à 21% durant le troisième trimestre et à 25.5% durant le quatrième trimestre de l'année 2020. Cependant l'étude révèle que :

- Plus de 34% des entreprises déclarent ne pas avoir pu bénéficier du soutien gouvernemental malgré leurs demandes ;
- Près de 16% des entreprises n'ont pas exprimé d'intérêt pour bénéficier de ces mesures ;
- 14,5% des entreprises ont affirmé ne pas avoir bénéficié des mesures de soutien à cause de la difficulté du processus mis en œuvre.

### 3. Impact de la pandémie sur le tissu économique en Tunisie a été très lourd

La pandémie a entraîné la dégradation de tous les indicateurs économiques en 2020 avec :

- Une baisse du PIB de 8,8%.
- Une chute de 11,7% des exportations de biens et de 18,7% des importations.
- Une baisse de l'Indice de Production Industrielle de 5,2% reflétant la poursuite du processus de désindustrialisation de notre économie.
- Un effondrement des recettes touristiques de 64%
- Une baisse des flux des Investissements Directs Etrangers de 28,8%.
- Un taux de chômage grim pant à 17,4% .
- Un taux d'inflation de 5,6%

### 4. La pandémie se poursuit en 2021, quelles mesures adopter ?

En 2021 la crise est toujours là. Le dialogue, engagé par la centrale patronale (UTICA) avec le Gouvernement a porté sur le sauvetage des entreprises et la relance de l'économie en mettant l'accent particulièrement sur l'investissement et l'exportation tout en prenant en considération les mesures prises par les pays concurrents en matière de soutien à leurs entreprises

Il comporte notamment des mesures fiscales et financières ainsi que la mise en place d'un plan de sauvetage des Très Petites Entreprises, des Petits Métiers et des Artisans incluant notamment le lancement d'une ligne de crédit à taux zéro.

Les dernières mesures annoncées par le Gouvernement en date du 12 Mai 2021 pour soutenir les petits commerçants et artisans sont, certes, dans la bonne direction avec notamment :

- L'octroi de 5.000 prêts de 5.000 dinars chacun sans intérêts et avec des conditions très abordables de remboursement avec une année de grâce au profit des petits entrepreneurs concernés par les mesures de confinement, en particulier ceux dont leurs activités sont directement liées à la période de l'Aïd El-Fitr.
- Une aide financière directe aux secteurs économiques les plus touchés par les récentes mesures de confinement Ces activités seront déterminées par le ministre des Affaires Sociales et le ministre de l'Economie et des Finances.
- Le report du paiement des cotisations à la charge de l'employeur au titre du deuxième trimestre et leur rééchelonnement sur le troisième et le quatrième trimestre.
- Le report du paiement de l'impôt forfaitaire dû par les petits commerçants et les artisans à la fin de 2021 sans pénalités.

Malheureusement ces mesures sont restées au stade de la simple annonce car rien n'a été fait à ce jour.

## II. Principales conclusions et recommandations

Le débat organisé à l'issue de l'exposé introductif a été principalement axé sur les aspects se rapportant au redressement de l'entreprise, à la relance de l'investissement privé, aux opportunités de l'après Covid ainsi qu'aux exigences de la vision à long terme

### 1. Le redressement de l'économie passe par le sauvetage et le redressement des entreprises

Aucun redressement de l'économie ne se fera sans le sauvetage et le redressement des entreprises affectées par le Covid ce qui nécessite un soutien consistant et efficace à l'instar de beaucoup d'autres pays.

Certes, l'entreprise tunisienne, opérant particulièrement dans un environnement concurrentiel avec l'extérieur, souffrait avant 2011 de nombreuses faiblesses du fait notamment de la faible intégration du secteur des industries manufacturières, des surcharges assumées par la faible compétitivité des activités de services (continuant à bénéficier de la protection) ainsi que des coûts relativement élevés qui continuent, malgré les efforts déployés, à être assumés du fait de la faiblesse de la logistique et des lourdeurs administratives ;

La situation de l'entreprise s'est toutefois gravement altérée à partir de 2011 entraînant un important recul du classement de la Tunisie dans le rapport du groupe de la Banque Mondiale Doing Business sous l'effet notamment :

- Du ralentissement, voire du quasi-arrêt du processus de restructuration et de mise à niveau de l'entreprise et de son environnement institutionnel, physique, humain et réglementaire ainsi que du développement du marché parallèle.
- De l'environnement presque hostile dans lequel s'inscrit l'entreprise privée du fait de l'amalgame entre la corruption, la contrebande et l'initiative privée et de la suspicion qui pèsent sur les détenteurs de capitaux
- Des retards dans la prise de décision de la part de l'Administration ainsi que de la détérioration de la qualité des services aux entreprises (faible performance de la logistique, retard dans le dédouanement, problème de transport).
- De la forte baisse de l'investissement dans l'infrastructure ainsi que de l'aggravation de la pression fiscale.

Ainsi La crise sanitaire n'a fait qu'amplifier considérablement les problèmes de l'entreprise comme le reflètent tous les indicateurs avec notamment une forte chute des intentions d'investissement et un effondrement de l'effort d'investissement dont le taux par rapport au PIB se ramène de 24.5% en 2010 à 13% en 2020.

Face à cette situation une forte volonté doit animer Le gouvernement pour accélérer la simplification des procédures administratives habituelles jugées trop lourdes et complexes par le secteur privé, et soutenir le tissu économique en vue d'une forte relance sur des bases solides d'équité, de concurrence loyale et de transparence.

A cet effet, la digitalisation doit être encouragée en lui donnant la priorité dans les programmes de mise à niveau. Les entreprises doivent s'intégrer au plus vite dans le système de digitalisation ce qui nécessite la mise en place de mécanismes d'octroi de micro-crédits avec des taux réduits pour l'achat de matériels informatiques et logistiques nécessaires.

## **2- la reprise de l'investissement passe impérativement par la dynamisation de l'investissement privé**

Sans une reprise significative et rapide de l'investissement, la réalisation de l'objectif d'une croissance accélérée, inclusive et durable, qui permettra de résorber le chômage ne sera pas possible.

Une telle reprise nécessite, compte tenu des contraintes budgétaires, qui persisteront durant les 5 à 6 prochaines années, une dynamisation du secteur privé à travers le développement du Partenariat-Public-Privé (PPP) qui jusqu'ici n'a pas donné lieu à des projets significatifs.

Il y a lieu dans ce cadre de repenser la politique des PPP en assouplissant les procédures, en acceptant dans certains cas le gré à gré pour accélérer la réalisation des projets et en révisant la législation sur les PPP.

La reprise des IDE permettra de booster l'investissement en Tunisie mais elle est conditionnée par l'amélioration de la visibilité pour attirer les investisseurs étrangers. Au-delà de la stabilité politique et sociale et l'amélioration du climat des affaires, il est important de clarifier nos relations avec l'extérieur. Il faut en particulier une harmonisation et une clarification des démarches entre la Tunisie et l'UE dans le cadre du processus de négociation de l'ALECA. Est-ce qu'on libère les services ? qu'en est-il de l'agriculture ? une plus grande ouverture à l'international permettra de mieux exploiter les opportunités qui existent notamment dans l'agriculture et l'agroalimentaire et les services.

## **2. La Tunisie peut tirer profit des transitions et mutations qui s'opèrent à l'échelle mondiale suite à Covid-19**

Le monde ne sera plus comme avant le Covid. La réflexion sur la stratégie industrielle doit tenir compte des transitions et mutations qui s'opèrent

D'abord la transition énergétique et écologique et le changement du mode de travail qui impose de nouvelles contraintes. On doit développer des industries propres, qui produisent des produits qui consomment moins d'énergie et dégagent moins de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) . On doit acquérir des équipements qui utilisent moins d'énergie et opter pour les énergies renouvelables. Comme corolaire de cette transition on sera amené à opter de plus en plus pour des produits verts pour l'investissement dans certains secteurs à l'instar du secteur du bâtiment.

On observe dans les pays européens l'orientation vers la décarbonation de leurs industries, de leurs transports, de leurs immeubles. Pour cela, la Tunisie profite de plusieurs atouts dont sa position

géographique avantageuse, la disponibilité de l'eau de mer et de l'énergie (solaire) en quantité colossale, une main d'œuvre fortement compétitive par rapport notamment au sud de l'Europe et notamment un vivier d'ingénieurs. Il faut une volonté politique pour profiter de ces opportunités.

Par ailleurs les appels sont de plus en plus nombreux en Europe réclamant la relocalisation des industries stratégiques après les importantes ruptures d'approvisionnement, notamment en provenance de la Chine, entravant la production de biens essentiels.

C'est une chance pour la Tunisie, pourvu qu'elle améliore considérablement l'environnement des affaires et la visibilité grâce à une stabilité politique et sociale comme annoncée précédemment ce qui contribuerait à la restauration de la confiance des investisseurs. Les autorités doivent s'impliquer au niveau des avantages qui seraient accordés sachant que la concurrence sera acharnée entre les pays du sud de la Méditerranée.

Des productions n'auront plus la place qu'elles avaient par le passé, par contre, d'autres sont appelées à connaître un important essor au cours des prochaines décades. Ce sera le cas, très probablement, des secteurs de la santé, du numérique et de l'environnement, pour lesquels la Tunisie dispose de sérieux atouts, ayant d'importants effets d'entraînement sur le reste de l'économie pour accéder à des paliers supérieurs.

La Tunisie doit s'y engager fortement dans le cadre de stratégies créant une synergie entre les secteurs publics et privés,

### **3. Une réflexion stratégique et une vision sont nécessaires pour faire face aux nouveaux défis et tirer profit des opportunités de l'après Covid**

Au-delà des mesures d'urgence et à court terme, il importe d'engager une réflexion stratégique pour identifier les transformations requises pour adapter notre système productif et notamment industriel aux changements probables au niveau des chaînes de production et d'approvisionnement à l'échelle mondiale

De tels changements à l'échelle mondiale doivent être perçus par la Tunisie comme autant d'opportunités qu'il importe d'exploiter compte tenu de sa proximité de l'Europe comparée aux pays asiatiques et de ses potentialités d'accès au marché africain.

Plus que jamais le pays a besoin d'un Etat stratège qui fixe le cap d'un avenir exploitant au mieux les atouts dont dispose la Tunisie à la lumière des transformations profondes sur les plans technologique et scientifique que vit le monde et en développant une politique de communication et de mise en œuvre à même d'insuffler une forte mobilisation de toutes les forces actives du pays.

Les organisations nationales, représentées principalement par l'UTICA et l'UGTT ont sur ce plan un rôle capital à assumer particulièrement dans cette étape d'incertitude et de tiraillement politique.

Pourquoi ne pas prendre l'initiative en s'appuyant sur une pléiade d'une dizaine de hautes compétences tunisiennes, de proposer au Gouvernement une vision sur la Tunisie en 2030-2050 réaffirmant les choix d'une société solidaire, offrant à toutes les mêmes chances de développement et d'épanouissement et clarifiant un nouveau paradigme de développement dépassant les clivages d'ordre dogmatique, et libérant les énergies émulatrices

Une telle démarche pourrait être la panacée de la situation de blocage que vit le pays après l'échec de l'initiative du dialogue national.

## Conclusion

L'entreprise est à la base de tout processus de développement viable et soutenable

Sans relance rapide de l'investissement de l'entreprise, la Tunisie ne serait pas en mesure de renforcer son potentiel de production, et de créer une dynamique revitalisant et facilitant les restructurations qu'imposent la situation financière des finances publiques et celle de l'emploi.

Or, aucune relance ne paraît en mesure d'être raisonnablement engagée avec succès sans la réhabilitation de l'entreprise en tant que cellule de base de l'économie quelle que soit l'origine de son capital, public ou privé, national ou étranger, sans la résorption des nombreux problèmes auxquelles elle se trouve confrontée, sans une vision à long terme clarifiant les choix, précisant les priorités et donnant la visibilité sur les opportunités d'avenir.

**Tout en assumant les exigences du court terme, la Tunisie a besoin d'un nouveau souffle ouvrant la voie de l'espoir. Encore faudra-t-il éviter les tentations populistes ou isolationnistes qui, loin de solutionner les problèmes, ne font que les aggraver pour le moyen terme et donc s'accrocher, nécessairement, à la mise en place d'un environnement des Affaires aussi favorable que celui des pays concurrents dans le cadre d'une vision globale cohérente porteuse. Les organisations nationales peuvent y contribuer.**

**Abdelhamid Triki le 14 juin 2021**

**Mots clés : l'entreprise tunisienne face à la crise sanitaire ; l'entreprise tunisienne face à la crise économique**